

A Bratislava, l'extrémisme séduit

Slovaquie Le nombre d'actes et de propos racistes et fascistes est en pleine recrudescence.

Laure de Charette
Correspondante à Vienne

En Slovaquie, les réseaux sociaux croulent depuis quelques mois sous les propos racistes, antisémites, fascistes et radicaux. Une entreprise de vêtements de sport, Nebbia Zilina, a ainsi vu affluer sur sa page Facebook des commentaires racistes sous la photo d'un athlète noir portant l'un de ses t-shirts. Dans la rue cette fois, des groupuscules néonazis et négationnistes défilent régulièrement à Bratislava, la capitale, Trnava ou Kosice, au vu et au su de tous, avec tatouages, boots, drapeaux et crânes rasés à la clef.

La sociologue Silvia Porubanova est pourtant à peine surprise par ce déferlement de haine : *“L'attitude selon laquelle toute différence doit être rejetée n'est plus isolée et a même gagné la sphère politique depuis la crise des réfugiés.”*

Succès politique

De fait, depuis l'élection en mars 2016 de quatorze députés fascistes (appartenant au parti L'SNS); de quinze députés nationalistes (Parti national slovaque) – connus pour leurs attaques contre la minorité hongroise, les Roms et les homosexuels – et de onze députés du parti xénophobe Sme Rodina, l'extrémisme est aussi légion dans les allées du pouvoir. La boîte de Pandore est ouverte.

Ainsi le député Stanislav Mizik critique-t-il publiquement le président de la République pour avoir décoré des personnalités juives, *“indignes des honneurs de l'Etat”*, selon lui, en raison de leurs origines. Dans l'enceinte même du Parlement, deux autres élus ont lancé que l'islam était *“un système politique cruel, dégoûtant et inhumain”* et *“l'œuvre du diable”*. Pour sa part, un membre slovaque de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) n'hésite pas à qualifier

les réfugiés *“de parasites”* qu'il aimerait *“tuer”* sur Facebook.

Trop tolérants envers le radicalisme

Pourquoi un tel radicalisme dans un pays d'Europe centrale qui se porte pourtant bien sur le plan économique ? D'abord, parce que comme ailleurs les gens ont le sentiment qu'ils peuvent écrire ce qu'ils veulent sur les réseaux sociaux sans être inquiétés, expliquent certains analystes. Et au-delà de ce sentiment d'impunité, les Slovaques sont aussi désormais réellement plus tolérants envers les opinions radicales, et plus prompts à les exprimer publiquement.

C'est ce qui ressort d'une étude menée pour l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences et publiée le 3 février : 61 % des sondés souhaitent que les radicaux qui appellent au renversement du gouvernement soient libres de se rassembler, alors qu'ils n'étaient que 38 % en 2008. Les deux tiers des personnes interrogées se disent également favorables à la publication de livres défendant des opinions radicales, contre 40 % il y a neuf ans.

Qui sont les plus enclins à tolérer l'expression publique des thèses extrémistes ? D'après le sondage, il s'agit essentiellement de ceux qui sont désillusionnés par la corruption des élites politiques. *“Certains votent pour les partis radicaux non parce qu'ils aiment lire les textes d'Hitler le soir, mais parce que le gouvernement a échoué à lutter contre la corruption”*, explique la députée de l'opposition Veronika Remisova (Olano-Nova).

En 2012, des manifestations géantes avaient ainsi lieu pour protester contre la corruption du gouvernement de droite révélée lors du scandale Gorila. Mais l'enthousiasme de la ma-

ajorité de la population est vite retombé face à l'inertie de la justice. Une partie de la société en a gardé une colère vive contre le *“système”*.

Las, la gauche, elle-même corrompue, n'a pas réussi à récupérer à son compte les idées progressistes alors en vogue, et c'est l'extrême droite qui s'en est emparée.

Résultat des courses : le gouvernement en place est contraint, pour sauver sa peau, de se droitiser. Pendant la crise des réfugiés, le Premier ministre Robert Fico a lourdement insisté sur le fait que son pays n'accueillerait que des migrants chrétiens, au motif que *“l'islam n'a pas sa place en Slovaquie”*.

Dans un article publié le 30 janvier dernier, le *“Washington Post”* affirmait ainsi que Donald Trump s'inspirait de l'extrême droite européenne, et notamment de Robert Fico... qui est pourtant officiellement social-démocrate.

“L'attitude selon laquelle toute différence doit être rejetée n'est plus isolée.”

Silvia Porubanova
Sociologue.

Mais que fait la police ?

Face à cette progression rapide et inquiétante de l'extrémisme dans le pays, les autorités essaient néanmoins de réagir.

Début février 2017, le Premier ministre Robert Fico a lancé une nouvelle unité spéciale de police, dotée de 125 agents expérimentés. Son objectif : surveiller l'essor de l'extrémisme religieux, enquêter sur le financement de l'extrémisme et contrôler les crimes et expressions de haine sur Internet et dans la rue.

“La police va désormais pouvoir réagir à une nouvelle vague d'extrémisme, une nouvelle vague de fascisme qui émerge en Europe et arrive à présent en force, même en Slovaquie”, a-t-il assuré, alors qu'il a lui-même contribué à mettre le feu aux poudres (lire ci-dessus).

“Il est possible que des changements législatifs doivent être adoptés dans le futur”, a expliqué de son côté le ministre de l'Intérieur Robert Kalinak, tout en précisant que “son ministère avance étape par étape” sur la question.

Des milices néonazies

Par ailleurs, les députés slovaques viennent de déclarer illégales les milices néonazies proches du parti L'SNS qui, depuis avril 2016, patrouillaient dans les gares et les trains pour *“faire régner l'ordre là où la police n'y parvient pas”* et pour protéger les gens *“convenables”* des *“parasites”*, selon leurs termes.

Dans leur viseur : les Roms et les migrants, qu'ils s'empressaient de livrer à la police en cas de comportement présumé, par eux, suspect.

Cette ère est désormais révolue : depuis le 1^{er} février, seuls les policiers sont autorisés à faire respecter l'ordre dans les transports publics. *“Personne ne peut remplacer la police dans notre pays”*, a martelé la ministre de la Justice Lucia Zitnanska.

L. de Ch.